

Direction des collectivités et de la légalité
Bureau du contrôle de légalité de l'urbanisme
et de l'environnement

Perpignan, le **26 SEP. 2024**

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL COMPLÉMENTAIRE N° PREF/DCL/BCLUE 2024-270-0001
***Modifiant l'arrêté n° 2009-096-03 du 06/04/2009 autorisant la société ISOCAB France
à exploiter une usine de fabrication de panneaux isolants située Espace Polygone,
rue Panhard Levassor à Perpignan.***

**Le Préfet des Pyrénées-Orientales,
Chevalier de la Légion d'Honneur,
Officier de l'Ordre National du Mérite,**

- VU** le Code de l'Environnement, en particulier ses articles L. 181-14 et R. 181-46;
- VU** le décret du 13 juillet 2023 nommant M. Thierry BONNIER Préfet des Pyrénées-Orientales ;
- VU** l'arrêté préfectoral n° PREF/SCPPAT/2024120-0001 du 29 avril 2024 portant délégation de signature à M. Bruno BERTHET, Sous-Préfet, Secrétaire général de la Préfecture des Pyrénées-Orientales ;
- VU** la directive 2010/75/UE du Parlement européen et du Conseil du 24 novembre 2010 relative aux émissions industrielles (prévention et réduction intégrées de la pollution)
- VU** la décision d'exécution 2022/2427 publiée au Journal Officiel de l'Union Européenne le 12 Décembre 2022, établissant les conclusions sur les meilleures techniques disponibles (MTD) pour les systèmes communs de gestion et de traitement des gaz résiduels dans le secteur chimique, au titre de la directive 2010/75/UE;
- VU** l'arrêté n° 2009-096-03 du 06/04/2009 autorisant la société ISOCAB France à exploiter une usine de fabrication de panneaux isolants située Espace Polygone, rue Panhard Levassor à Perpignan ;
- VU** l'arrêté préfectoral complémentaire n°2019267-0001 du 24/09/2019, modifiant l'arrêté n° 2009-096-03 du 06/04/2009 autorisant la société ISOCAB France à exploiter une usine de fabrication de panneaux isolants située Espace Polygone, rue Panhard Levassor à Perpignan;

VU l'arrêté préfectoral complémentaire n° 2023-356-0001 du 22 décembre 2023, modifiant l'arrêté n° 2009-096-03 du 06/04/2009;

VU l'arrêté du 27/12/13 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2661 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement;

VU l'arrêté du 15/04/10 relatif aux prescriptions générales applicables aux stockages de pneumatiques et de produits dont 50 % au moins de la masse totale unitaire est composée de polymères (matières plastiques, caoutchouc, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2663 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement;

VU l'arrêté du 27/07/15 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2560;

VU l'arrêté du 27/07/15 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2566;

VU le dossier de réexamen n°23C010 de mai 2024 établi par le bureau d'étude NGEC;

VU le rapport de base n°SO3700164 du 14/03/2024 établi par GINGER BURGEAP;

VU le rapport du 20/08/2024 de l'inspection des installations classées concluant que la société ISOCAB met d'ores-et-déjà en œuvre la majorité des MTD applicables et proposant d'encadrer réglementairement les mesures résiduelles (suivi des rejets) et l'échéancier sollicité par l'exploitant;

CONSIDÉRANT que la parution des conclusions sur les MTD au journal de l'Union européenne d'un secteur industriel déclenche le réexamen des conditions d'exploitation et impose aux exploitants concernés la remise dans un délai d'un an du dossier de réexamen prévu à l'article R. 515-70 du Code de l'environnement complété par le rapport de base, ainsi que la mise en conformité des installations par rapport aux MTD sous un délai de 4 ans;

CONSIDÉRANT que les MTD issues du BREF WGC (Best REference common Waste Gas management and treatment systems in the Chemical sector) de janvier 2023, sont destinées à servir de référence pour fixer les conditions d'autorisation des installations comportant des installations de traitement des gaz dans le secteur de l'industrie chimique et que l'établissement ISOCAB exploite un dispositif de traitement de ses Composés Organiques Volatils (COV) par oxydation thermique régénérative;

CONSIDÉRANT que la société ISOCAB justifie la mise en œuvre de la majorité des MTD applicables à son installation, mais nécessite d'encadrer réglementairement les mesures résiduelles identifiées dans le cadre du dossier de réexamen;

CONSIDÉRANT que mesures résiduelles concernent principalement une intégration documentaire dans le SME existant (inventaire, OTNOC), une amélioration du suivi des émissions diffuses de COV et un renforcement du suivi de certains rejets canalisés;

CONSIDÉRANT que le rapport de base met en évidence une contamination localisée des eaux souterraines au niveau du piézomètre PZ1 et qu'il appartient à l'exploitant d'approfondir les études afin de rechercher les causes de la contamination et le cas échéant, de mettre en œuvre un programme de surveillance de la qualité des sols et des eaux souterraines ainsi que des mesures appropriées de gestion de la pollution;

APRÈS communication au demandeur du projet d'arrêté complémentaire réglementant la poursuite de l'activité ;

SUR proposition de Monsieur le Secrétaire général de la préfecture des Pyrénées-Orientales ;

ARRÊTE

ARTICLE 1. OBJET DE L'ARRÊTÉ

La société ISOCAB France est autorisée à poursuivre l'exploitation de son usine de fabrication de panneaux isolants située Espace Polygone, rue Panhard Levassor à Perpignan, sous réserve du respect des prescriptions de l'arrêté n° 2009-096-03 du 06/04/2009 modifié et par les dispositions du présent arrêté.

ARTICLE 2. CONDUITS ET INSTALLATIONS RACCORDÉES

Le tableau des points d'émissions atmosphériques canalisées prescrit par l'article 3.2.2. « Conduits et installations raccordées » de l'arrêté préfectoral n°2009-096-03 du 06/04/2009 susvisé, est supprimé et remplacé par le tableau suivant :

<u>N° de conduit</u>	<u>Installations raccordées</u>	<u>Hauteur de la cheminée</u>
1	Rejet de l'oxydateur thermique régénératif (RTO) traitant les postes de moussage, les postes pentane et le poste PA-1 de la ligne 1	11 m
2.1	Dépoussiéreur de découpe des panneaux PIR ligne 1	Rejet interne
2.2	Dépoussiéreur de découpe des panneaux PIR ligne 2	Rejet interne
3.1	Unités spécifiques de nettoyage dite « Friteuse » ligne 1	3 m
3.2	Unités spécifiques de nettoyage dite « Friteuse » ligne 2	3 m
4	Four à pyrolyse	11 m
5	Système de filtration des poussières issues de la laine de roche	6 m

ARTICLE 3. VALEURS LIMITES DES CONCENTRATIONS DANS LES REJETS ATMOSPHÉRIQUES (POUSSIÈRES)

La prescription du sous-article 3.2.4.1. « Poussières » de l'arrêté préfectoral n°2009-096-03 du 06/04/2009 susvisé, est supprimée et remplacée par les dispositions suivantes :

Les postes de découpe des panneaux PIR (conduits n° 2.1, 2.2) sont dotés de points d'aspiration permettant un traitement adapté des poussières dont les valeurs limites d'émission sont définies ci-dessous :

<u>Substance ou Paramètre</u>	<u>Norme</u>	<u>Périodicité de surveillance</u>	<u>Valeur limite d'émission</u>
Poussières	EN 13284-1	1 an	100 mg/Nm3

ARTICLE 4. VALEURS LIMITES DES CONCENTRATIONS DANS LES REJETS ATMOSPHÉRIQUES (COV)

La prescription du sous-article 3.2.4.2. « Composés organiques volatils (COV) » de l'arrêté préfectoral n°2009-096-03 du 06/04/2009 susvisé, est supprimée et remplacée par les dispositions suivantes :

Les rejets de COV canalisés de l'établissement (conduit n° 1) sont traités par une unité d'oxydation thermique avec récupération d'énergie dont les valeurs limites d'émission sont définies ci-dessous :

<u>Substance ou Paramètre</u>	<u>Norme</u>	<u>Périodicité de surveillance</u>	<u>Valeur limite d'émission</u>
Monoxyde de carbone (CO)	EN 15058	6 mois	100 mg/Nm3
Oxydes d'azote (NOx)	EN 14792	6 mois	100 mg/Nm3
COVT	EN 12619	6 mois	20 mg/Nm3
Formaldéhyde	/	6 mois	5 mg/Nm3 si flux > 1g/h
Fluorures gazeux	/	1 an	1 mg/Nm3 si flux > 5 g/h
Cyanure d'hydrogène (HCN)	/	1 an	1 mg/Nm3 si flux > 1g/h
Poussières	EN 13284-1	1 an	5 mg/Nm3
PM2,5 et PM10	EN ISO 23210	1 an	/

ARTICLE 5. VALEURS LIMITES DES CONCENTRATIONS DANS LES REJETS ATMOSPHÉRIQUES (FOUR À PYROLYSE)

Les dispositions de l'article 3.2.4. « Valeurs limites des concentrations dans les rejets atmosphériques » de l'arrêté préfectoral n°2009-096-03 du 06/04/2009 susvisé, sont complétés par le sous-article suivant :

Article 3.2.4.3. Rejets du four à pyrolyse

Les rejets du four à pyrolyse (conduit n° 4) respectent les valeurs limites d'émission définies ci-dessous :

<u>Substance ou Paramètre</u>	<u>Norme</u>	<u>Périodicité de surveillance</u>	<u>Valeur limite d'émission</u>
Poussières	EN 13284-1	1 an	150 mg/Nm3

ARTICLE 6. VALEURS LIMITES DES CONCENTRATIONS DANS LES REJETS ATMOSPHÉRIQUES (DÉPOUSSIÉREUR DE DÉCOUPE DE LAINE DE ROCHE)

Les dispositions de l'article 3.2.4. « Valeurs limites des concentrations dans les rejets atmosphériques » de l'arrêté préfectoral n°2009-096-03 du 06/04/2009 susvisé, sont complétés par le sous-article suivant :

Article 3.2.4.4. Rejets du dépoussiéreur de découpe de laine de roche

Les rejets du dépoussiéreur de découpe de laine de roche (conduit n° 5) respectent les valeurs limites d'émission définies ci-dessous :

<u>Substance ou Paramètre</u>	<u>Norme</u>	<u>Périodicité de surveillance</u>	<u>Valeur limite d'émission</u>
Poussières	EN 13284-1	1 an	100 mg/Nm ³

ARTICLE 7. SURVEILLANCE DES REJETS ATMOSPHÉRIQUES

Le premier alinéa de l'article 9.2.1. « surveillance des rejets atmosphériques » de l'arrêté préfectoral n°2009-096-03 du 06/04/2009 susvisé, est supprimé et remplacé par les alinéas suivants :

Une mesure du flux rejeté et de la concentration des polluants mentionnés aux sous-articles 3.2.4.1 à 3.2.4.4 est effectuée selon les périodicités de surveillance et dans les normes qui y sont mentionnées.

Toutefois, les polluants qui ne sont pas susceptibles d'être émis par l'installation ne font pas l'objet de mesures périodiques. Dans ce cas, l'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments techniques permettant d'attester l'absence de ces polluants dans les rejets.

ARTICLE 8. PLAN DE GESTION DE SOLVANTS

La prescription de l'article 9.2.2. « Plan de gestion de solvants » de l'arrêté préfectoral n°2009-096-03 du 06/04/2009 susvisé, est supprimée et remplacée par la prescription suivante :

L'exploitant établit un plan de gestion de solvants mentionnant notamment les entrées et les sorties de solvants de l'installation. Ce plan est mis à jour tous les ans.

ARTICLE 9. PLAN DE GESTION DE SOLVANTS

Le chapitre 9.2. « Modalités d'exercice et contenu de la surveillance » de l'arrêté préfectoral n°2009-096-03 du 06/04/2009 susvisé, est complété par l'article suivant :

Article 9.2.7 Gestion des émissions diffuses de COV

L'exploitant met en place un système de gestion des émissions diffuses de COV comprenant les éléments suivants :

- ➔ Estimation de la quantité annuelle d'émissions diffuses de COV :
 - distinguant les émissions fugitives des émissions non fugitives ;
 - présentant les incertitudes d'estimation des émissions diffuses et les moyens de réduire ces incertitudes ;
 - distinguant le cas échéant les COV classés substances CMR de catégorie 1A ou 1B et les autres COV.
- ➔ Établissement et mise à jour, pour les sources d'émissions diffuses de COV significatives, d'une base de données dans laquelle sont consignés les renseignements suivants :
 - les spécifications en matière de conception des équipements (y compris la date et la description de toute modification apportée à la conception) ;
 - les actions, exécutées ou planifiées, d'entretien, de réparation, de transformation ou de remplacement des équipements et leur date de mise en oeuvre ;
 - les équipements qui, en raison de contraintes opérationnelles, n'ont pas pu faire l'objet d'actions d'entretien, de réparation, de transformation ou de remplacement ;
 - les résultats et dates du mesurage ou de la surveillance annuelle des émissions diffuses effectuées par reniflage ou par imagerie optique ;
 - la quantité annuelle d'émissions diffuses (fugitives et non fugitives) de COV, y compris les informations sur les sources non accessibles et les sources accessibles qui n'ont pas fait l'objet d'une surveillance toute l'année.

ARTICLE 10. BILAN DE FONCTIONNEMENT (ENSEMBLE DES REJETS CHRONIQUES ET ACCIDENTELS)

Les prescriptions de l'article 9.4.3. « Bilan de fonctionnement » de l'arrêté préfectoral n°2009-096-03 du 06/04/2009 susvisé, sont supprimées.

ARTICLE 11. IMPACTS SUR LES MILIEUX AQUATIQUES ET LES SOLS

Le chapitre 9.2. « Modalités d'exercice et contenu de la surveillance » de l'arrêté préfectoral n°2009-096-03 du 06/04/2009 susvisé, est complété par l'article suivant :

Article 9.2.7. Surveillance des impacts sur les milieux aquatiques et les sols

Dans un délai de 3 mois après notification du présent arrêté, l'exploitant complète le rapport de base du 14/03/2024 établi par le groupe GINGER BURGEAP, en recherchant les causes probables de la contamination détectée sur le piézomètre PZ1 et en proposant à l'inspection des installations classées, les mesures de gestion / traitement /surveillance qu'il convient le cas échéant de mettre en oeuvre.

ARTICLE 12. FRAIS

Les frais inhérents à l'application des prescriptions du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

ARTICLE 13. EXÉCUTION – AMPLIATION

Le Secrétaire général de la Préfecture des Pyrénées-Orientales, le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement (DREAL Occitanie) chargé de l'inspection des installations classées, le Maire de Perpignan, les officiers de police judiciaire, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera inscrit au recueil des actes administratifs de la Préfecture des Pyrénées-Orientales et dont un exemplaire sera notifié à la société ISOCAB France.

Pour le Préfet et par délégation
Le Secrétaire général

Bruno BERTHET

